

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 17 AVRIL 2007

DINSDAG 17 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 11 h 38 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Questions jointes de

- Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'annonce d'un système uniforme pour le calcul de la pension alimentaire pour les enfants après un divorce" (n° 14938)
- Mme Magda De Meyer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le système uniforme de la pension alimentaire pour les enfants après le divorce de leurs parents" (n° 15102)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : En octobre 2006, la ministre de la Justice avait annoncé qu'elle se prononcerait début 2007 sur l'instauration d'un système uniforme pour le calcul de la pension alimentaire pour les enfants après un divorce. Actuellement, ces montants peuvent fortement diverger en fonction du juge. La ministre avait chargé une commission de concevoir une formule permettant d'uniformiser ces montants. Cette commission devait présenter un rapport à la ministre pour la fin 2006.

La commission a-t-elle déposé son rapport final ? Est-elle parvenue à déterminer une formule de calcul uniforme ? La ministre s'est-elle déjà prononcée sur l'instauration définitive de cette formule uniforme ?

01.02 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Après un divorce, les montants les plus divergents sont accordés par les juges en matière de pension alimentaire pour les enfants, ce qui n'est en fait guère équitable dans la mesure où ces montants dépendent ainsi totalement de la décision individuelle d'un juge déterminé dans l'arrondissement du domicile. Après un divorce, plus d'une femme isolée court le danger de sombrer dans la pauvreté parce qu'elle ne parvient tout simplement plus à joindre les deux bouts.

Il existe bien la « méthode Renard », principalement utilisée en Belgique francophone pour le calcul des pensions alimentaires. Cette méthode fait toutefois l'objet de nombreuses critiques car elle fait abstraction d'un certain nombre de paramètres essentiels : la partie du revenu nécessaire à chaque parent pour continuer à mener une vie qualitativement décente, les frais supplémentaires liés à la garde alternée, la déduction fiscale des frais d'entretien et les accords mutuels entre les parents. En Flandre, deux tentatives ont été entreprises en 2005, notamment par le « *Gezinsbond* », afin d'élaborer une formule uniforme.

La ministre a-t-elle déjà pu prendre connaissance des résultats de l'étude qu'elle avait commandée à propos d'une formule de calcul uniforme ? Quand une nouvelle formule de ce type pourrait-elle entrer en vigueur ?

01.03 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais) : J'ai effectivement commandé une étude auprès de chercheurs de l'Université de Liège. Les experts m'ont communiqué leurs constatations dans le courant du mois de février 2007. Mes services analysent actuellement le rapport. L'étude reprend grosso modo les lignes directrices de la méthode Renard que tout le monde connaît et qui est régulièrement appliquée pour déterminer objectivement les coûts pour chaque enfant en cas de divorce. Plus aucune décision ne sera pourtant prise avant la fin de la législature pour transposer la nouvelle formule en un projet de loi. Ce sera une tâche pour le prochain gouvernement.

01.04 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Je me demande s'il est si judicieux de recourir, dans les grandes lignes, à la méthode Renard. Je me réfère à la critique exprimée par Mme De Meyer dans le cadre de la

question qu'elle vient de poser. L'étude a-t-elle suffisamment tenu compte de la pratique judiciaire dans les arrondissements flamands ? J'espère que la commission pourra consulter le rapport.

01.05 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Cette réponse m'inquiète également. La méthode Renard comporte de nombreux éléments négatifs. Lorsque des enfants sont éduqués dans le cadre d'un régime de coparenté, chaque "branche" du ménage a par exemple besoin d'une voiture et d'une maison suffisamment grandes, or cette nécessité entraîne des coûts supplémentaires. La méthode Renard ne tient nullement compte de cette réalité. J'espère que la nouvelle formule de calcul prendra également en compte les aspirations de la Flandre en la matière.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Magda De Meyer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'envoi de mises en demeure par des huissiers dans le cadre du recouvrement amiable" (n° 15001)

02.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Le recouvrement amiable de dettes par des bureaux de recouvrement est régi par la loi, contrairement à celui effectué par des huissiers de justice. Un nombre croissant d'études d'huissiers s'approprient ce marché. À l'inverse des huissiers, les bureaux de recouvrement ne sont pas autorisés à réclamer des frais aux débiteurs et ne peuvent faire référence à la justice dans leurs courriers. Pour le recouvrement de dettes, les huissiers font en outre état de leur statut juridique et utilisent des enveloppes portant la mention « Pro Justitia », même dans le cas d'un recouvrement amiable. Les plaintes déposées à la Chambre nationale des huissiers de justice sont restées sans suite.

La ministre est-elle au courant de ces faits ? Ne peut-on parler, en l'espèce, d'atteinte à la vie privée ? Comment compte-t-elle remédier à la situation et mettre un terme à la concurrence déloyale que se livrent les huissiers et les bureaux de recouvrement aux dépens du consommateur ?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Il est en effet question de discrimination au détriment du consommateur. La loi de décembre 2002 sur le recouvrement amiable de dettes a constitué une avancée majeure au regard de la protection du consommateur. Une insécurité juridique subsiste toutefois dans le domaine de la facturation des frais. Certains huissiers de justice se fondent sur cet état de fait pour se faire indemniser directement auprès du débiteur. À mon sens, cette façon de procéder ne se justifie en rien. Le consommateur ne peut être traité différemment selon que le paiement de la dette soit réclamé par un huissier de justice ou un bureau d'encaissement. Le droit à la protection de la vie privée constituait par ailleurs l'un des objectifs essentiels de la loi de décembre 2002 et il doit être respecté en toute équité. La question devra être clarifiée sous la prochaine législature.

02.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Je remercie la ministre pour sa réponse claire et formelle, qui appuie mon point de vue. La loi de décembre 2002 était fondée sur ma proposition de loi. J'en dépose à présent une nouvelle afin de mettre un terme à l'actuelle discrimination et dans l'espoir qu'elle recueillera l'appui nécessaire sous la prochaine législature.

L'incident est clos.

03 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les peines de travail" (n° 15035)

03.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Il nous revient que les peines de travail pourront également être purgées sous peu au sein des services de police et à la protection civile. Quel est l'état de la question ? Combien de places seront disponibles et quel est l'échéancier à cet égard ? Combien de peines de travail ont été prononcées en 2006 et de combien de places dispose-t-on actuellement ? Quelle est la longueur des listes d'attente ? Qu'en est-il de l'arriéré dans l'application de ces mesures ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : La semaine dernière, un protocole d'accord a été conclu avec le ministre de l'Intérieur en vue de permettre aussi de faire purger des peines de travail dans ses services. On dénombre provisoirement 27 places à la sécurité civile, au service social, à l'Office des Etrangers, au service de coordination et d'appui et à la direction générale Sécurité et prévention.

Cet accord sera évalué, comme l'a également été l'accord conclu avec la Défense pour 57 peines de travail en 2005 et 137 en 2006. L'accord est entré en vigueur sur-le-champ.

Il n'existe pas de chiffres relatifs au nombre total de peines de travail prononcées en 2006 mais il devrait s'agir de quelque 10.000 à 11.000 cas. Deux fois par an, les maisons de justice informent tous les acteurs judiciaires concernés des possibilités de faire purger des peines de travail dans chaque arrondissement. Il n'y a pas actuellement de statistiques centralisées. Les listes d'attente changent constamment, pour les lieux de travail comme pour les arrondissements mais le plus important, en tout état de cause, est de disposer au total d'un nombre suffisant de places pour permettre l'exécution des peines de travail dans les délais légaux fixés.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Les rapports d'évaluation se font attendre ces derniers temps. Nous insistons pour obtenir ce rapport d'évaluation cette semaine encore. Les chiffres sont révélateurs : l'accord avec le département de la Défense a livré 194 places et 27 places seulement s'y ajoutent à présent.

03.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Il ne s'agira pas de 27 places par an mais de 27 places avec un *turn over* dans ces places. Le calcul doit être effectué en fonction des heures accomplies par place et par individu.

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : Une peine de travail dure en moyenne 80 heures ou deux semaines. Environ vingt peines de travail par an peuvent donc être exécutées par place. Avec 10.000 peines de travail prononcées par an, il y a donc une pénurie considérable de places et les délais d'exécution des peines risquent donc d'être prescrits. La réponse de la ministre laisse supposer que l'écart entre l'offre et la demande est considérable. L'objectif de la loi était louable mais son application est déficiente.

L'incident est clos.

04 Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la lettre ouverte des présidents des tribunaux du travail" (n° 15036)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Le 18 mars, mon collègue Van Parys avait déjà adressé à la ministre une question concernant l'absence de système informatique adéquat en matière de règlement collectif de dettes. Les présidents des tribunaux du travail ont alors envoyé à la ministre une lettre ouverte pour lui demander, soit d'équiper leurs tribunaux d'un système informatique opérationnel avant le 1^{er} septembre 2007, soit de reporter à plus tard le transfert des dossiers concernant le règlement collectif de dettes.

Que répond la ministre ? Peut-elle garantir que ce système informatique sera installé le 1^{er} septembre ? S'il ne pouvait l'être à cette date, la ministre serait-elle disposée à reporter ce transfert ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : J'ai répondu à cette lettre ouverte le 30 mars. Le transfert de la compétence pour le règlement collectif de dettes doit pouvoir s'effectuer dans les meilleures conditions possibles à la date du 1^{er} septembre 2007, comme prévu initialement. Mon administration s'attelle par priorité à l'installation dans les tribunaux du travail des outils informatiques qui sont utilisés actuellement dans les tribunaux de première instance. Ce travail sera terminé au mois de décembre au plus tard. Certaines juridictions seront donc déjà informatisées le 1^{er} septembre 2007 tandis que d'autres le seront dans les trois ou quatre mois suivants.

Au cours de la première année, seuls les nouvelles affaires relèveront de la compétence des juridictions du travail. L'extension du cadre proposée par l'association des greffiers en chef des juridictions du travail prendra pleinement effet le 1^{er} septembre 2007. Les besoins en infrastructures de chaque juridiction feront l'objet d'une analyse.

Le report de trois ou quatre mois de l'informatisation de certaines juridictions ne justifie pas celui de l'entrée en vigueur de la loi pour l'ensemble des juridictions. Toutefois, je suis toujours disposée à examiner les besoins spécifiques d'une juridiction.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je retiens déjà mon souffle. Les greffes des tribunaux de

l'application des peines rédigent les convocations à la main et il en ira de même dans les tribunaux du travail. Ce mode de gestion administrative est digne du 19^e siècle alors qu'il s'agit de dossiers de personnes confrontées à des difficultés.

L'incident est clos.

05 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le rapport d'Europol (OCTA 2007) relatif au trafic de drogue en Belgique" (n° 15059)

05.01 Tony Van Parys (CD&V) : Pour ne pas encombrer l'ordre du jour, je propose de reporter ma question n° 15059 à la semaine prochaine.

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je me contente de constater.

06 Questions jointes de

- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion spectaculaire de la prison de Lantin" (n° 15073)**
- **M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion spectaculaire de la prison de Lantin" (n° 15080)**
- **M. Melchior Wathelet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion de la prison de Lantin" (n° 15095)**

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : L'évasion d'un détenu de Lantin par hélicoptère était très spectaculaire mais si un hélicoptère peut se poser aussi facilement sur la cour intérieure d'une prison, on peut s'attendre tôt ou tard à de nouveaux incidents. Dans l'intervalle, il s'avère que l'évadé était le chef d'une bande maffieuse et que l'Espagne avait demandé son extradition. Qui plus est, il s'était déjà évadé une fois. Et pourtant, la Justice n'a pris aucune mesure pour limiter les risques.

La ministre s'est réjouie qu'aucun gardien ni codétenu n'ait été blessé mais en réalité, cela aurait été impossible car aucun gardien ne se trouvait à proximité. Ils ont tout laissé faire car aucune procédure n'existe manifestement pour ce type d'incident. Le directeur de la prison réclame des mesures d'urgence, au risque que de telles évasions ne se répètent à l'avenir.

La ministre pourrait-elle retracer les événements ? Pourquoi le détenu n'a-t-il pas été maintenu dans un espace cloisonné pour la promenade ? Existe-t-il une liste des détenus susceptibles de s'évader ? L'évasion a été organisée de l'intérieur. Le détenu était au courant et avait donc établi des communications téléphoniques. Pourquoi celles-ci n'ont-elles pas été mises sur écoute ?

Qu'ont donné les recherches effectuées par la suite ? Des mesures ont-elle été prises pour empêcher que l'hélicoptère décolle ? Les gardiens ont-ils pris des initiatives ? De telles évasions se sont-elles déjà produites par le passé ? Peuvent-elles se produire dans d'autres prisons ? Quelles mesures seront prises pour empêcher la répétition d'une telle situation ?

06.02 Tony Van Parys (CD&V) : On pensait avoir tout vu après les récentes évasions mais voilà qu'on a assisté à une nouvelle évasion spectaculaire à la prison de Lantin, réalisée cette fois au moyen d'un hélicoptère. La sécurité du personnel pénitentiaire et des autres détenus a également été menacée.

Les risques ont-ils été correctement évalués sur le plan de la sécurité ? Ce prisonnier s'était déjà fait la belle une fois. Pourquoi n'effectuait-il pas sa promenade dans un lieu sécurisé ?

L'évasion a été bien orchestrée. Il semble que le détenu ait eu tout loisir d'organiser les préparatifs et d'avoir des entretiens téléphoniques sans être le moins du monde inquiété. Il aurait du reste adopté une fausse identité, mais le contrôle de ses empreintes digitales aurait dû le confondre d'emblée.

La Justice n'anticipe pas les risques, elle ne fait que réagir a posteriori à des incidents qui se sont déjà produits. Elle envisagerait maintenant de placer des câbles au-dessus du préau, de façon à empêcher

l'atterrissage d'hélicoptères. Mais pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ? Il y avait eu, en effet, des précédents en France. La direction de la prison de Lantin n'a-t-elle jamais dénoncé cet état de choses ?

Il est impératif de mettre au point un plan d'urgence global pour les établissements pénitentiaires, afin de limiter les risques et de garantir la sécurité. Il faut adapter les infrastructures de nos prisons à la population carcérale actuelle qui n'est plus composée que de détenus condamnés pour des faits graves. Quels enseignements la ministre tire-t-elle de ce nouvel incident ?

06.03 Melchior Wathelet (cdH) : L'évasion spectaculaire de ce dimanche à la prison de Lantin frappe par la facilité de son exécution ainsi que par sa dangerosité.

Par ailleurs, en termes de délais, d'infrastructures, de déplacement au sein de la prison, cette évasion était manifestement préparée au départ. Comment peut-on, d'une manière aussi précise, préparer une évasion aussi spectaculaire ?

La crainte des établissements pénitentiaires est que cela donne des idées aux autres.

Une solution doit pouvoir être trouvée. Il est dommage qu'on n'ait pu anticiper ce type d'évasion grâce aux exemples de l'étranger. Cela démontre également la nécessité d'investir dans la sécurisation de nos prisons.

Quelles leçons tirez-vous de cette évasion spectaculaire ?

Quels sont les investissements nécessaires que vous comptez entreprendre ?

06.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : J'ai été informée dimanche après-midi de l'évasion par hélicoptère à la prison de Lantin. Un premier rapport de l'administration pénitentiaire décrivant les circonstances de l'évasion m'est parvenu en fin d'après-midi.

Un hélicoptère a atterri dans la cour de la prison. Un détenu qui avait ôté sa veste de prisonnier sous laquelle il portait un tee-shirt jaune est monté à bord de l'appareil qui a aussitôt décollé. Les gardiens de service à la tour de surveillance de la prison ont immédiatement donné l'alerte et les services d'ordre ont été prévenus. L'hélicoptère ne s'est toutefois posé que quelques centaines de mètres plus loin et le détenu et ses complices ont dès lors pu s'échapper.

Les autorités judiciaires se sont immédiatement rendues sur place. En collaboration avec la police fédérale, le procureur a procédé dès hier aux premiers interrogatoires.

Selon les premières conclusions de l'enquête, le personnel a agi selon les règles. Au cours de la formation de base, la question des évasions est abordée dans deux cours, l'un constituant l'introduction au statut et à la discipline du personnel et l'autre portant sur les incidents critiques.

Le pilote et le copilote étaient partis de Saint-Trond avec deux clients qui avaient affrété leur hélicoptère pour effectuer un vol à caractère touristique. Sous la menace d'armes à feu, ils ont été contraints de se diriger vers la prison de Lantin. Compte tenu des dimensions du préau, l'atterrissage s'est avéré délicat et périlleux.

Le premier rapport m'a paru insuffisant pour me forger une opinion concernant la personnalité de l'intéressé et le risque d'évasion étant donné qu'il mentionnait seulement le fait qu'il était en préventive pour des faits de faux en écritures, qu'un mandat d'arrêt avait été décerné contre lui par les autorités espagnoles et qu'il n'avait pas provoqué d'incidents depuis le début de sa détention le 1^{er} mars.

(*En français*) L'évadé est un homme de nationalité française qui avait été écroué sous un faux nom. Sa véritable identité, connue depuis la fin mars, est Éric Ferdinand. Cet individu n'avait jamais été incarcéré en Belgique mais avait fait l'objet de condamnations et de deux mandats d'arrêt en France.

En Belgique, l'intéressé était considéré comme dangereux dans la mesure où il avait réussi à se soustraire

aux autorités françaises et espagnoles alors qu'il était menotté dans les deux cas. Des mesures de sécurité renforcée avaient d'ailleurs été prises lors d'un récent transfert. La chambre du conseil avait autorisé le 11 avril la remise de l'intéressé aux autorités espagnoles.

Plusieurs évasions par hélicoptère ont eu lieu en France ces dernières années mais c'est la première évasion de ce type en Belgique. Si son côté spectaculaire a frappé les esprits, on doit se réjouir qu'elle n'ait fait aucun blessé ni entraîné un accident de grande ampleur.

Tout comme le directeur de la prison, je suis d'avis que si le personnel de surveillance avait été armé, la situation aurait pu être explosive dans tous les sens du terme.

Je rappelle que le nombre d'évasions par rapport à la population carcérale est en diminution depuis dix ans.

Les détenus particulièrement dangereux font l'objet de régimes spéciaux avec des préaux totalement sécurisés, des cages. La dimension de nombreux préaux collectifs rend impossible l'atterrissage d'un hélicoptère. De l'avis de tous, l'atterrissage à Lantin n'a été possible que grâce à l'incroyable adresse du pilote. J'ai néanmoins demandé à mon administration un rapport sur l'opportunité de développer un dispositif particulier en la matière. Cette analyse doit être menée en tenant en compte de tous les paramètres, par exemple du risque de faciliter d'autres modes d'évasion par le détournement des filins. Si cette mesure devait être jugée opportune, elle ne devra pas être développée au détriment des mesures de sécurité déjà programmées et jugées prioritaires. Je rejoins donc la position exprimée en ce sens par les délégués syndicaux locaux.

L'installation de filins ne devra pas se faire en grignotant sur les marges actuelles, dévolues à des travaux de sécurisation essentiels.

Il ne faut pas non plus confondre ces filins recouvrant les préaux et les filets anti-largage verticaux dont la pose a été décidée sous cette législature. Par ailleurs, je précise que la direction de Lantin n'a jamais demandé un tel équipement.

J'ai demandé à mon administration d'étudier également d'autres pistes en amont, par exemple une interdiction du survol des prisons ou l'obligation de produire une pièce d'identité pour pouvoir participer à un vol en hélicoptère.

Vous me permettrez de compléter ma réponse en dénonçant la démagogie d'un des interpellants, ancien ministre de la Justice, qui n'a dégagé en son temps aucun moyen spécifique pour la sécurité des prisons, ainsi que la mauvaise foi de certains propos relatifs aux réalisations de ces dernières années. Confrontés à l'urgence, nous avons énormément investi sous cette législature dans la sécurité des prisons. Ce budget a d'ailleurs augmenté de 40 %.

06.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Il est un fait que le détenu s'était déjà échappé et qu'il était donc connu comme présentant un risque d'évasion ; il s'agissait d'un récidiviste opérant sous un faux nom. Il est donc incompréhensible que la célèbre cage de Lantin n'ait pas été utilisée pour ce prisonnier.

La ministre cherche manifestement à relativiser l'incident mais cette évasion ne manquera pas de donner des idées à d'autres criminels et leur a montré un nouveau mode d'évasion, l'hélicoptère. Des mesures doivent donc être prises le plus rapidement possible pour éviter que d'autres hélicoptères puissent atterrir dans les cours intérieures de nos prisons.

Le fait que cette évasion ait pu être entièrement organisée et préparée par téléphone sans qu'aucune écoute ne l'ait révélée reste une énigme à part entière aussi. D'autres criminels pourraient-ils donc également y arriver sans aucun risque d'être découverts ? Quelles possibilités la législation offre-t-elle en la matière ?

06.06 Tony Van Parys (CD&V) : La ministre évoque volontiers le passé pour se défendre mais elle utilise

des chiffres trompeurs. En 1999, on a dénombré au total dix-neuf évasions d'établissements fermés alors que l'année dernière à Termonde, pas moins de vingt-huit détenus sont parvenus à s'échapper simultanément.

Après l'évasion de Dutroux, deux ministres ont démissionné.

Il n'y a eu aucune extension de la capacité pénitentiaire durant sept années de gouvernement violet.

Il importe surtout de savoir que la direction de Lantin avait déjà été informée le 26 mars dernier du risque d'évasion concernant ce détenu mais qu'en dépit de cet avertissement, aucune mesure n'a été prise en matière de sécurité, de contrôle des conversations téléphoniques ou de contrôle des vêtements portés par le détenu.

Il est franchement navrant de devoir constater que l'on ne réagit jamais qu'après un incident dans ce secteur alors que le secteur pénitentiaire a besoin d'un plan d'urgence pour garantir la sécurité des détenus, du personnel et de la société.

06.07 Melchior Wathelet (cdH) : La personne qui s'est évadée était considérée comme dangereuse. Pourtant, toutes les mesures nécessaires n'ont pas été prises pour assurer la sécurité. Cette affaire me rappelle celle de Termonde, où les serrures n'ont été changées qu'après l'évasion de vingt-huit personnes.

Il ne faut pas que les moyens mis en œuvre le soient inutilement parce que d'autres investissements nécessaires n'ont pas été réalisés. Certains coûts sont indispensables pour la sécurité de la population.

06.08 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : En ce qui concerne l'élargissement des places de prison, je constate que M. Van Parys ne dit pas la vérité.

Quant au plan d'urgence pour la sécurité des prisons, j'ai, pour ma part, pu dire ce que j'ai fait et non pas uniquement ce que je compte faire. Monsieur Van Parys, je comprends que vous préparez votre conférence de presse électorale de demain.

Jamais un ministre n'a obtenu de crédits aussi importants que moi pour la sécurité des prisons. Cependant, il est impossible de rattraper en une législature tant d'années où les investissements n'ont pas été faits. Les investissements massifs entamés sous cette législature devront être poursuivis.

Monsieur Wathelet, en ce qui concerne le profil de l'intéressé, la police fédérale a signalé à la prison que l'intéressé était dangereux pour les transferts. L'ensemble des autorités à Liège disent que tout a été fait et que rien d'autre n'aurait pu être fait. Quant au profil de l'intéressé à l'intérieur de la prison, il s'avère que ce n'est pas un profil à part, de type terroriste.

06.09 Bart Laereemans (Vlaams Belang) : Il est bien sûr ridicule que ce détenu n'ait été considéré comme dangereux que pour les transferts. Tout récidiviste déjà condamné pour utilisation de faux noms et ayant déjà entrepris des tentatives d'évasion est dangereux en toutes circonstances et doit être en permanence surveillé de près. Cette évasion aurait parfaitement pu être évitée.

06.10 Tony Van Parys (CD&V) : Madame la Ministre, je dispose au moins d'un avantage, à savoir l'existence des prisons. Hasselt, Iltre, Nivelles 2,... Les bâtiments et les cellules existent et sont utilisés.

Demain, mon parti présentera le plan d'urgence pour l'application des peines. Je suis curieux de connaître la réaction de la ministre.

06.11 Melchior Wathelet (cdH) : Mon but n'est évidemment pas électoraliste quand j'affirme qu'il faut mener une politique proactive en matière d'établissements pénitentiaires pour éviter que les investissements

réalisés le soient inutilement à cause de l'apparition de nouveaux moyens d'évasion.

L'incident est clos.

Le **président**: Les autres questions ne seront posées qu'après la pause de midi.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 49.

De vergadering wordt geopend om 11.38 uur en voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de aankondiging van een eenvormige regeling voor de berekening van onderhoudsgeld voor kinderen na een echtscheiding" (nr. 14938)

- mevrouw **Magda De Meyer** aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de eenvormige regeling voor onderhoudsgeld voor kinderen na echtscheiding van hun ouders" (nr. 15102)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): In oktober 2006 kondigde de minister van Justitie aan dat ze begin 2007 zou beslissen of er een eenvormige regeling komt voor het berekenen van het onderhoudsgeld voor kinderen na de echtscheiding. Nu lopen die bedragen sterk uiteen, naargelang van de individuele rechter die de bedragen vaststelt. De minister had een commissie de opdracht gegeven om een formule uit te dokteren om die bedragen eenvormig te kunnen maken. Die commissie moest tegen eind 2006 een rapport voorleggen aan de minister

Heeft de commissie haar eindrapport ingediend? Is zij erin geslaagd een eenvormige berekeningsformule in het leven te roepen? Heeft de minister al beslist of die eenvormige formule definitief wordt ingevoerd?

01.02 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Na een echtscheiding kennen rechters erg uiteenlopende bedragen toe inzake onderhoudsgeld voor de kinderen. Dit is eigenlijk niet billijk omdat de hoogte van het onderhoudsgeld op die manier volledig afhangt van de individuele beslissing van een bepaalde rechter in het arrondissement van de woonplaats. Nogal wat alleenstaande moeders lopen na de scheiding het gevaar in de armoedeval terecht te komen omdat ze eenvoudigweg niet meer rondkomen.

Er bestaat wel de zogenaamde methode-Renard, die vooral in Franstalig België wordt gebruikt om onderhoudsgelden te berekenen. Er is hierop echter heel veel kritiek. Zo houdt die methode geen rekening met een aantal heel belangrijke parameters: het deel van het inkomen dat elke ouder nodig heeft om een kwaliteitsvol leven te kunnen blijven leiden, de bijkomende kosten verbonden aan het co-ouderschap, de fiscale aftrek van onderhoudskosten en de onderlinge afspraken onder de ouders. In Vlaanderen werden in 2005 twee pogingen gedaan om een eenvormige formule op poten te zetten, onder meer door de Gezinsbond.

Heeft de minister al inzage gekregen in de resultaten van de studie die zij had besteld inzake een eenvormige berekeningsformule? Wanneer zou zo een nieuwe formule van kracht kunnen worden?

01.03 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik heb inderdaad een studie besteld bij vorsers van de Universiteit van Luik. De experts hebben me in de loop van de maand februari 2007 hun bevindingen meegedeeld. Het rapport wordt momenteel door mijn diensten bestudeerd. De studie neemt grosso modo de krachtlijnen over van de methode-Renard. Deze methode is algemeen bekend en wordt geregeld toegepast om op een objectieve manier de kosten voor elk kind te bepalen in geval van echtscheiding. Vlak voor het einde van de regeerperiode zal evenwel geen beslissing meer vallen om de nieuwe formule in een wetsontwerp te gieten. Dat is werk voor de nieuwe regering.

01.04 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Ik vraag me af of de overname van de grote lijnen van de methode-Renard wel zo een goed idee is. Ik verwijs naar de kritiek die mevrouw De Meyer daarnet in haar vraag heeft geformuleerd. Heeft de studie wel voldoende rekening gehouden met de gangbare rechtspraktijk in de Vlaamse arrondissementen? Ik hoop dat de commissie inzage zal krijgen in het rapport.

01.05 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ook ik maak mij ongerust na dit antwoord gehoord te hebben. De

methode-Renard heeft heel wat negatieve kanten. Wanneer kinderen in een stelsel van co-ouderschap worden opgevoed heeft elke 'tak' van het gezin bijvoorbeeld een auto en een huis nodig die groot genoeg zijn. Dat betekent bijkomende kosten. De methode-Renard houdt daarmee totaal geen rekening. Ik hoop dat de nieuwe berekeningsformule ook rekening zal houden met wat er in Vlaanderen ter zake leeft.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het versturen van aanmaningen door deurwaarders in het kader van de minnelijke invordering" (nr. 15001)

02.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit): De minnelijke schuldinvoering door incassobureaus is wettelijk geregeld, maar die door gerechtsdeurwaarders niet. Steeds meer deurwaarderskantoren palmen die markt in. Incassobureaus mogen de schuldenaar geen kosten aanrekenen en mogen geen enkele verwijzing naar het gerecht gebruiken in hun brieven. Deurwaarders doen dat wel. Bovendien maken ze gebruik van hun gerechtelijke status bij de minnelijke schuldinvoering en drukken zij op hun enveloppen ook het 'Pro Justitia' af als het om een minnelijke schuldinvoering gaat. Klachten bij de Nationale Kamer bleven zonder gevolg.

Is de minister hiervan op de hoogte? Is hier geen sprake van een inbreuk op de privacy? Hoe zal ze hiertegen optreden en een einde maken aan de oneerlijke concurrentie tussen incassobureaus en deurwaarders ten koste van de consument?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Er is inderdaad sprake van discriminatie en dit gebeurt ten nadele van de consument. De wet van december 2002 over de minnelijke invordering van schulden was een belangrijke stap vooruit inzake consumentenbescherming. Er bestaat echter nog steeds juridische onzekerheid over de aanrekening van de kosten. Bepaalde gerechtsdeurwaarders baseren zich hierop om de kosten voor hun optreden rechtstreeks van de schuldenaar te eisen. Deze handelwijze is naar mijn mening absoluut niet gerechtvaardigd. De consument mag niet verschillend behandeld worden naargelang een deurwaarder of een incassobureau de betaling van de schuld eist. Het recht op bescherming van de privacy was overigens een van de essentiële doelstellingen van de wet van december 2002 en dat recht moet op gelijke wijze worden gerespecteerd. Deze kwestie moet tijdens de volgende regeerperiode worden uitgeklaard.

02.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ik dank de minister voor dit duidelijke en formele antwoord, dat mijn zienswijze steunt. De wet van december 2002 gaat terug op mijn wetsvoorstel. Ik dien nu een nieuw wetsvoorstel in om aan de huidige discriminatie een einde te maken en ik hoop dat het in de volgende zittingsperiode de nodige steun zal krijgen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de werkstraffen" (nr. 15035)

03.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Wij vernamen dat werkstraffen binnenkort ook zullen kunnen worden uitgevoerd bij de politiediensten en de civiele bescherming. Wat is de stand van zaken? Over hoeveel plaatsen gaat het en wat is de timing? Hoeveel werkstraffen werden in 2006 opgelegd en hoeveel plaatsen zijn er momenteel beschikbaar? Hoelang zijn de wachtlijsten? Hoe staat het met de achterstand in de uitvoering?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Vorige week werd een protocolakkoord afgesloten met de minister van Binnenlandse Zaken zodat werkstraffen ook bij zijn diensten kunnen worden uitgevoerd. Voorlopig gaat het om 27 plaatsen bij de civiele veiligheid, de sociale dienst, de dienst Vreemdelingenzaken, de coördinatie- en steundienst en het directoraat-generaal Veiligheid en Preventie.

Dit akkoord zal worden geëvalueerd, zoals dat ook gebeurde met het akkoord met Defensie, waar het ging om 57 werkstraffen in 2005 en 137 in 2006. Het akkoord treedt onmiddellijk in werking.

Er bestaan geen cijfers over het totaal aantal in 2006 uitgesproken werkstraffen, maar wellicht zijn het er tussen de 10.000 en de 11.000. De justitiehuisen informeren twee keer per jaar alle betrokken gerechtelijke actoren over de mogelijkheden om werkstraffen uit te voeren in elk arrondissement. Daarover bestaan momenteel geen gecentraliseerde statistieken. De wachtlijsten veranderen uiteraard voortdurend zowel wat werkplaats als arrondissement betreft, maar over welke wachtlijsten het ook gaat, het belangrijkste is dat er globaal voldoende plaatsen zijn om de werkstraffen binnen de wettelijk opgelegde termijnen te kunnen uitvoeren.

03.03 Servais Verherstraeten (CD&V): De laatste tijd laten de evaluatierapporten op zich wachten. Wij dringen erop aan dat we nog deze week dit evaluatierapport krijgen. De cijfers zijn veelbetekenend: het akkoord met Defensie leverde 194 plaatsen op en nu komen daar amper 27 plaatsen bij.

03.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het zal niet gaan over 27 plaatsen per jaar, maar over 27 plaatsen met een "turn-over". De rekening moet worden gemaakt in functie van de gepresteerde uren per plaats en per individu.

03.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Gemiddeld duurt een werkstraf 80 uur of twee weken. Per plaats kunnen dus jaarlijks ongeveer twintig werkstraffen worden uitgevoerd. Met 10.000 opgelegde werkstraffen per jaar is er dus een massaal tekort aan plaatsen. Daardoor dreigen de uitvoeringstermijnen van de straffen te verjaren. Het antwoord van de minister doet vermoeden dat er een grote kloof is tussen vraag en aanbod. De wet was goed bedoeld, maar de uitvoering is gebrekkig.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de open brief van de voorzitters van de arbeidsrechtbanken" (nr. 15036)

04.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Op 18 maart stelde collega Van Parys al een vraag over het ontbreken van een passend informaticasysteem inzake de collectieve schuldenregeling. De voorzitters van de arbeidsrechtbanken schreven een open brief waarin zij de minister vragen hun rechtbanken tegen 1 september 2007 uit te rusten met een werkbaar informaticasysteem of de overdracht van de dossiers collectieve schuldenregeling uit te stellen.

Wat is het antwoord van de minister? Kan zij garanderen dat het informaticasysteem er effectief zal zijn op 1 september? Is zij bereid de overdracht uit te stellen?

04.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik beantwoordde die open brief van 30 maart. De overdracht van de bevoegdheid van de collectieve schuldenregeling moet onder de best mogelijke voorwaarden kunnen gebeuren en dit op 1 september 2007, zoals aanvankelijk gepland. Mijn administratie werkt prioritair aan de installatie in de arbeidsrechtbanken van de informatica die momenteel gebruikt wordt in de rechtbanken van eerste aanleg. Tegen uiterlijk december zal dit werk voltooid zijn. Sommige jurisdicties zullen dus reeds op 1 september 2007 geïnformatiseerd zijn, andere in de loop van de drie of vier daarop volgende maanden.

Het eerste jaar zullen alleen de nieuwe zaken tot de bevoegdheid van de arbeidsgerechten behoren. De kaderuitbreiding, zoals die werd voorgesteld door de vereniging van hoofdgriffiers van de arbeidsgerechten, zal volledig effectief zijn op 1 september 2007. De infrastructuurbehoeften van elke jurisdictie zullen worden onderzocht.

Het uitstel van drie of vier maanden van de informatisering van sommige jurisdicties rechtvaardigt geen uitstel van de inwerkingtreding van de wet voor alle jurisdicties, maar ik ben steeds bereid om de specifieke behoeften van een jurisdictie te onderzoeken.

04.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik hou mijn hart al vast. In de strafuitvoeringsrechtbanken schrijven de griffies de oproepingsbrieven met een pen en straks zal de situatie dezelfde zijn voor de arbeidsrechtbanken. Wat betreft administratief beheer zijn we terug in de 19de eeuw beland, terwijl het hier gaat over dossiers van mensen die het moeilijk hebben.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het rapport van Europol (OCTA 2007) over de drugtrafiek in België" (nr. 15059)

05.01 Tony Van Parys (CD&V): Om de agenda niet te belasten stel ik voor om mijn vraag nr. 15059 uit te stellen naar volgende week.

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik stel alleen maar vast.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer Bart Laeremans aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de spectaculaire ontsnapping uit de gevangenis van Lantin" (nr. 15073)
- de heer Tony Van Parys aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de spectaculaire ontsnapping uit de gevangenis van Lantin" (nr. 15080)
- de heer Melchior Wathelet aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de ontsnapping uit de gevangenis van Lantin" (nr. 15095)

06.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De ontsnapping van een gevangene uit Lantin met een helikopter was erg spectaculair, maar als een helikopter zomaar kan landen op de binnenkoer van de gevangenis, dan zal daar vroeg of laat gebruik van worden gemaakt. Ondertussen blijkt dat de ontsnapte gevangene de leider was van een maffiabende en dat Spanje om zijn uitlevering had gevraagd. Bovendien was hij al eens ontsnapt. Toch heeft Justitie niets gedaan om de risico's te beperken.

De minister zei dat het nog een geluk was dat er geen cipiers of medegevangenen gewond zijn geraakt. Dat kon ook niet, want er waren niet eens cipiers in de buurt. Zij hebben alles laten gebeuren, want blijkbaar bestaat er geen draaiboek voor dergelijke incidenten. De gevangenisdirecteur waarschuwt dat er dringend maatregelen genomen moeten worden, want anders zullen gelijkaardige ontsnappingen in de toekomst nog gebeuren.

Kan de minister een overzicht geven van de gebeurtenissen? Waarom werd de gevangene niet in een kooi gelucht? Bestaat er geen lijst van vluchtgevaarlijke gevangenen? De ontsnapping werd van binnenuit georganiseerd. De gevangene was op de hoogte en had dus telefoongesprekken gevoerd. Waarom werden die niet afgeluisterd?

Wat zijn de resultaten van de zoektocht nadien? Werd verhinderd dat de helikopter opnieuw zou opstijgen? Namen de bewakers enig initiatief? Zijn er precedents van zulke ontsnappingen? Kan dit ook in andere gevangenissen? Wat zal er gedaan om dit in de toekomst te verhinderen?

06.02 Tony Van Parys (CD&V): Na de recente ontsnappingen dachten we dat we alles hadden meegemaakt, maar nu was er opnieuw een spectaculaire ontsnapping, met een helikopter, uit de gevangenis van Lantin. Daarbij werd ook de veiligheid van het gevangenispersoneel en de andere gevangenen in gevaar gebracht.

Werden de veiligheidsrisico's voldoende ingeschat? Deze gevangene was al eens ontsnapt. Waarom werd hij niet gelucht in een beveiligde wandelplaats?

De ontsnapping was goed georganiseerd. De gevangene kon blijkbaar ongestoord voorbereidingen treffen en telefoongesprekken voeren. Hij zou trouwens een valse identiteit hebben aangenomen, maar dat zou toch meteen duidelijk moeten worden bij een controle van zijn vingerafdrukken?

Justitie anticipeert niet op de mogelijke risico's, maar reageert pas nadat er incidenten zijn gebeurd. Nu zou men kabels boven de binnenplaats aanbrengen, zodat helikopters er niet kunnen landen, maar waarom gebeurde dat niet eerder? Er waren nochtans al precedents in Frankrijk. Heeft de directie de situatie nooit aangeklaagd?

Er is behoefte aan een globaal noodplan voor het gevangeniswezen, om de risico's te beperken en de veiligheid te garanderen. De gevangenisinfrastructuur moet worden aangepast aan de huidige gevangenispopulatie, die alleen nog maar uit zware criminelen bestaat. Welke lessen trekt de minister uit dit incident?

06.03 Melchior Wathelet (cdH): De spectaculaire ontsnapping uit de gevangenis van Lantin vorige zondag valt op door het gemak waarmee ze plaatsvond en het gevaar dat ermee gepaard ging.

Bovendien was die ontsnapping duidelijk sinds lang voorbereid wat het tijdsbestek, de infrastructuur en de verplaatsingen van de gevangene betreft. Hoe kan zo'n spectaculaire ontsnapping zo nauwkeurig worden gepland?

De gevangenisdirecteurs vrezen dat die ontsnapping andere gevangenen op ideeën zou brengen.

Een oplossing is noodzakelijk. Het is jammer dat men zich niet door buitenlandse voorbeelden heeft laten inspireren teneinde dergelijke ontsnappingen te voorkomen. Dat toont tevens aan dat er in de beveiliging van onze gevangenissen moet worden geïnvesteerd.

Welke lering trekt u uit die spectaculaire ontsnapping?

Welke noodzakelijke investeringen zal u realiseren?

06.04 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik ben zondagnamiddag op de hoogte gebracht van de ontsnapping met een helikopter uit Lantin. In de late namiddag ontving ik een eerste verslag van de penitentiaire administratie, waarin de omstandigheden van de ontsnapping beschreven werden.

Een helikopter landde in de gevangenisakoer. Een gedetineerde die zijn gevangenisplunje had uitgetrokken en daaronder een geel T-shirt droeg, klom aan boord en de helikopter steeg onmiddellijk terug op. De bewakers op de gevangenisstoren sloegen onmiddellijk alarm en de ordediensten werden gewaarschuwd, maar de helikopter landde slechts enkele honderden meters verder, zodat de gevangene en zijn handlangers op tijd konden ontkomen.

De gerechtelijke autoriteiten kwamen onmiddellijk ter plaatse. De procureur voerde gisteren, in samenwerking met de federale politie, reeds de eerste ondervragingen uit.

Uit de eerste vaststellingen blijkt dat het personeel volgens het boekje heeft gehandeld. Tijdens de basisopleiding wordt er in het kader van twee cursussen aandacht besteed aan de problematiek van de ontsnappingen: de cursus 'Inleiding tot het statuut en de discipline van het personeel' en de cursus 'Kritieke incidenten'.

De piloot en de co-piloot waren vanuit Sint-Truiden vertrokken met twee klanten die de helikopter hadden gehuurd voor een toeristische vlucht. Onder bedreiging van wapens werden ze verplicht koers te zetten naar de gevangenis van Lantin. Gelet op de afmetingen van de binnenplaats was het landingsmanoeuvre delicaat en gevaarlijk.

Ik vond het eerste rapport onvoldoende om mij een idee te vormen van de persoonlijkheid van de betrokkene en van het ontsnappingsrisico, aangezien het slechts vermeldde dat hij in voorlopige hechtenis zat voor feiten van valsheid in geschrifte, dat er een aanhoudingsbevel tegen hem was uitgevaardigd door de Spaanse autoriteiten en dat hij sedert zijn detentie op 1 maart geen problemen had veroorzaakt.

(Frans) De ontsnapte gevangene is een Fransman die onder een valse naam werd opgesloten. Zijn echte identiteit, die sinds eind maart bekend is, is Éric Ferdinand. Die persoon had nog nooit in ons land in de cel gezeten, maar werd al twee keer veroordeeld in Frankrijk en in dat land werden al twee arrestatiebevelen tegen hem uitgeschreven.

In België werd hij als gevaarlijk beschouwd omdat hij erin geslaagd was zich aan de greep van de Franse en Spaanse autoriteiten te onttrekken, terwijl hem in beide gevallen de handboeien waren aangelegd. Tijdens een recente overbrenging werden trouwens versterkte veiligheidsmaatregelen getroffen. De raadkamer had

er op 11 april mee ingestemd om de betrokkene aan de Spaanse autoriteiten over te leveren.

In Frankrijk hebben de jongste jaren verscheidene ontsnappingen met een helikopter plaatsgevonden, maar het is de eerste keer dat zo iets in ons land gebeurt. De ontsnapping viel vooral op door haar spectaculair karakter, maar gelukkig heeft zij geen grote ongevallen veroorzaakt en zijn er daarbij geen gewonden gevallen.

Ik deel de mening van de gevangenisdirecteur dat indien de bewakers gewapend waren geweest, de toestand letterlijk en figuurlijk explosief had kunnen zijn.

Ik breng in herinnering dat het aantal ontsnappingen ten opzichte van de gevangenispopulatie de jongste tien jaar in dalende lijn gaat.

Voor de bijzonder gevaarlijke gevangenen gelden speciale regels en zijn er superbeveiligde binnenplaatsen (in feite kooien). Tal van gemeenschappelijke binnenplaatsen zijn zo klein dat er geen helikopter kan landen. Iedereen is het erover eens dat het enkel aan het knap staaltje vliegkunst van de piloot te danken is dat hij in Lantin kon landen. Ik heb niettemin mijn administratie de opdracht gegeven een verslag op te stellen over de opportuniteit om ter zake bijzondere maatregelen te nemen. Bij dat onderzoek zal men met alle parameters moeten rekening houden, bijvoorbeeld met het risico dat men de kabels zou stelen en voor een andere ontsnappingswijze zou gebruiken. Als die maatregel opportuun wordt geacht, mag ze echter niet worden uitgevoerd ten koste van de reeds geprogrammeerde en prioritaire veiligheidsmaatregelen. Ik sluit me dus min of meer bij het standpunt van de lokale vakbondsafgevaardigden aan.

Het aanbrengen van kabels mag niet ten koste gaan van de middelen waarover we vandaag beschikken voor het uitvoeren van essentiële beveiligingswerken.

De kabels die over de wandelkoeren worden gespannen, mogen niet worden verward met de verticale netten om te vermijden dat voorwerpen naar binnen worden geworpen, tot de plaatsing waarvan tijdens deze regeerperiode werd beslist. Ik wijs er overigens op dat de gevangenisdirectie van Lantin nooit om een dergelijke uitrusting heeft gevraagd.

Ik heb mijn administratie gevraagd andere mogelijke maatregelen om dit soort incidenten te voorkomen, te bestuderen, bijvoorbeeld het instellen van een verbod om de gevangenen te overvliegen of het invoeren van de verplichting een identiteitsbewijs voor te leggen om aan een helikoptervlucht te kunnen deelnemen.

Als u me toestaat, wil ik mijn antwoord vervolledigen en bezwaar maken tegen de demagogie van een van de sprekers, die als minister van Justitie geen specifieke middelen voor de beveiliging van de gevangenen heeft vrijgemaakt, en tegen bepaalde oneerlijke uitlatingen over onze verwezenlijkingen van de voorbije jaren. We moesten dringend maatregelen nemen en hebben tijdens deze zittingsperiode aanzienlijke bedragen in de beveiliging van de gevangenen geïnvesteerd. Die begrotingsmiddelen werden trouwens met veertig procent opgetrokken.

06.05 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het blijft een feit dat de gevangene reeds eerder ontsnapt was en dus bekend stond als vluchtgevaarlijk; het ging daarbij om een recidivist die onder een valse naam opereerde. Daarom is het een raadsel waarom de beroemde kooi van Lantin niet werd gebruikt voor deze gevangene.

De minister wil het voorval graag relativeren, maar deze ontsnapping heeft bij een aantal criminelen natuurlijk wel de ogen geopend voor een nieuw ontsnappingsmiddel, de helikopter. Het komt er dus nu op aan zo snel mogelijk maatregelen te nemen om te voorkomen dat helikopters nog kunnen landen op de binnenkoer van onze gevangenen.

Het is een raadsel hoe de gevangene deze hele ontsnapping telefonisch kon plannen en voorbereiden zonder afgeluisterd te worden. Kunnen ook andere criminelen hetzelfde doen in de toekomst, zonder enig risico op ontdekking? Welke mogelijkheden biedt de wetgeving ter zake?

06.06 Tony Van Parys (CD&V): De minister grijpt graag terug naar het verleden om zichzelf te verdedigen, maar ze gebruikt wel bedrieglijke cijfers. In 1999 waren er in totaal negentien ontsnappingen uit gesloten instellingen, terwijl er vorig jaar in Dendermonde maar liefst 28 gedetineerden tegelijk konden ontsnappen.

Bij de ontsnapping van Dutroux hebben twee ministers ontslag genomen.

Tijdens zeven jaar paars beleid is ook geen enkele uitbreiding van de gevangenis capaciteit gebeurd.

Het allerbelangrijkste is echter dat de directie van Lantin reeds op 26 maart werd geïnformeerd over het ontsnappingsgevaar bij deze gevangene, maar dat er ondanks die waarschuwing geen enkele maatregel werd genomen inzake veiligheidsvoorzieningen, controle van het telefoonverkeer of controle van de kledij van de gevangene.

Het is ten slotte schrijnend om vast te stellen dat in deze sector enkel bij incidenten wordt gereageerd, terwijl het gevangeniswezen een noodplan vereist om de veiligheid van de gedetineerden, het gevangenis personeel en de maatschappij te verzekeren.

06.07 Melchior Wathelet (cdH): De ontsnapte gevangene werd als gevaarlijk beschouwd. Nochtans werden niet alle nodige maatregelen genomen om de veiligheid te verzekeren. Deze zaak doet me denken aan de ontsnapping in Dendermonde, waar de sloten van de celdeuren pas werden vervangen nadat 28 gedetineerden het hazenpad hadden gekozen.

De ingezette middelen moeten hun nut bewijzen omdat andere noodzakelijke investeringen niet werden gerealiseerd. Sommige kosten zijn onontbeerlijk om de veiligheid van de bevolking te verzekeren.

06.08 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Wat de uitbreiding van de gevangenis capaciteit betreft, stel ik vast dat de heer Van Parys de waarheid niet spreekt.

Wat het urgentieplan voor de veiligheid van de gevangenen betreft, heb ik de gelegenheid gehad om te zeggen wat ik gedaan heb en niet enkel wat ik van plan ben te doen. Mijnheer Van Parys, ik begrijp dat u uw electoraal getinte persconferentie van morgen voorbereidt.

Nooit eerder heeft een minister zo'n belangrijke kredieten verkregen als ik voor de veiligheid van de gevangenen. Het is echter onmogelijk om in één regeerperiode al die jaren zonder investeringen in te halen. De massale investeringen waarmee in deze regeerperiode een begin werd gemaakt, zullen moeten worden voortgezet.

Mijnheer Wathelet, wat het profiel van de betrokkene betreft, heeft de federale politie aan de gevangenis gemeld dat het ging om een persoon die gevaarlijk kon zijn tijdens overbrengingen. Alle autoriteiten te Luik verklaren dat al het mogelijke werd gedaan en dat men niets meer had kunnen doen. Wat het profiel van de betrokkene binnen de gevangenis muren betreft, blijkt dat het niet gaat om een apart profiel van het terroristische type.

06.09 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Dat deze gevangene uitsluitend als gevaarlijk tijdens overbrengingen werd beschouwd, is natuurlijk belachelijk. Elke recidivist die al veroordeeld is wegens gebruik van valse namen en die al ontsnappingspogingen heeft ondernomen, is in alle omstandigheden gevaarlijk en moet permanent met argusogen worden bewaakt. Deze ontsnapping had perfect vermeden kunnen worden.

06.10 Tony Van Parys (CD&V): Mevrouw de minister, ik heb tenminste het voordeel dat de gevangenen er wel degelijk staan. Hasselt, Iltre, Nijvel 2, ... De gebouwen staan er, de cellen zijn er en worden gebruikt.

Morgen stelt mijn partij het noodplan voor de strafuitvoering voor. Ik ben bijzonder benieuwd naar de reactie van de minister.

06.11 Melchior Wathelet (cdH): Als ik pleit voor een proactief gevangenis beleid dat moet voorkomen dat de gedane investeringen nutteloos zijn doordat er steeds nieuwe ontsnappingsmiddelen opduiken, dan heb ik daar geen enkele bijbedoeling mee in het vooruitzicht van de verkiezingen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De overige vragen zullen pas na de middag worden gesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.49 uur.